

Bonjour chère Andrée,
Voici des changements importants en provenance de notre avocat que j'aimerais partager avec toi.

L'assemblée des membres par voie électronique

La Loi sur les compagnies du Québec a procédé à une modification substantielle concernant la tenue des assemblées générales des membres.

Dorénavant, une assemblée annuelle ou extraordinaire des membres pourra voir lieu par tout moyen de communication permettant aux membres de communiquer immédiatement entre par moyen électronique (Skype, ZOOM, FaceTime etc) . Les moyens de communication pourront donc être une vidéoconférence ou une audioconférence....

Il est également possible qu'au cours d'une même assemblée certains membres participent à l'assemblée soit en personne et d'autres y participent par un moyen technologique. Ce sera au Conseil à le décider et à le prévoir lors de l'avis de convocation ou d'insérer les modalités dans les règlements généraux. Ce sera également au Conseil de choisir les modalités technologiques en fonction lors de l'assemblée des membres.

S'il est nécessaire de tenir un vote secret, comme par exemple lors de l'élection des administrateurs, le vote pourra être pris par tout moyen de communication permettant à la fois de préserver la confidentialité du vote et en permettre la vérification subséquente. Il ne sera pas possible d'utiliser un moyen éphémère qui s'efface lorsque le logiciel s'éteint.

Les résolutions tenant lieu d'assemblée des membres

*Dans le cas où le nombre de membres votants le permet, l'assemblée peut être remplacée par la signature d'une ou de plusieurs résolutions tenant lieu d'assemblée **en autant que tous les membres signent les résolutions** qui auraient normalement été adoptées lors de l'assemblée. Exemple, le procès-verbal signé par tous les membres votants devrait contenir les résolutions signées et une déclaration à l'effet qu'ils ont pris connaissance des états financiers. Ils doivent, dans plusieurs cas, élire les administrateurs et nommer l'auditeur indépendant. Il y aura donc lieu de prévoir des dispositions dans les règlements généraux afin de permettre aux membres d'élire les administrateurs par la poste ou par tout moyen électronique. Concernant l'auditeur indépendant, ils pourront accepter ou refuser la proposition du Conseil au moyen d'une résolution à cet effet.*

La pandémie aura sans doute permis au gouvernement de se mettre à jour.
Conséquemment, il faudrait apporter cette modification à tes règlements généraux.